

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

3<sup>e</sup> ANNEE | N° 60 |

1<sup>er</sup> NOVEMBRE 1926

## NOUVELLES DE LA QUINZAINE

**LA RÉPRESSION CONTRE LES CATALANS.** — Les autorités espagnoles sévissent de plus en plus contre les Catalans. A l'occasion du voyage de la cour à Barcelone, on a emprisonné quantité de personnes suspectes de séparatisme. D'autres sont strictement surveillées. Avant cette nouvelle répression, on comptait, dans les prisons de Barcelone, plus de quarante prisonniers catalans, dont six au moins étaient maintenus au secret. En y comptant les nouvelles arrestations et celles pratiquées parmi les éléments ouvriers, les détenus politiques dépassent la centaine.

**CONSEIL DE GUERRE.** — MM. Juli Ribas, Josep Gimeno, Miquel Chueca, Marian Royo, Alexandre Serrats, Rodolf Costa, Emili Cuevas, Josep Pons, Antoni Sesé, Miquel Sala, Just Tomàs et Antoni Blos sont traduits devant un conseil de guerre, à Barcelone, pour s'être réunis clandestinement. On les accuse d'appartenir à une organisation secrète séparatiste.

**CRISE INDUSTRIELLE.** — Les journaux catalans parlent, avec anxiété, tant que cela leur est permis par la censure, de la grande crise industrielle dont souffre la Catalogne. Le nombre des chômeurs croît tous les jours. Les exportations diminuent sensiblement. A cette crise de travail vient s'ajouter la crise financière. Beaucoup d'industries souffrent de ce que la clientèle espagnole, pour laquelle travaille la Catalogne, retourne les traites, se refusant à les payer. La banque officielle de l'Etat rend plus grave le problème en refusant tout crédit aux producteurs catalans.

**LA « FÊTE DE LA RACE ».** — De quelle race, s'il vous plaît, messieurs les Espagnols ? On sait que l'Espagne officielle oblige les écoles et les établissements publics à fêter tous les ans la découverte de l'Amérique. On appelle cela la « Fête de la Race ». On en fait une manifestation d'espagnolisme. Aussi, à Barcelone, on a sommé les fonctionnaires, les instituteurs et toutes les personnes ayant des rapports avec l'Etat, d'adhérer à cette manifestation sous menace de révocation. Bon gré, mal gré, ces personnes se sont rendues au monument à Colomb où des personnages officiels ont prononcé des discours lyriques. On a fêté l'œuvre « civilisatrice » de l'Espagne au Nouveau Continent. Il aurait mieux valu fêter les lutttes soutenues par les peuples américains pour combattre la domination espagnole.

**PRIMO A BARCELONE.** — Notre correspondant à Barcelone parle dans ce même numéro de l'attentat dont le dictateur a été l'objet au cours d'un banquet organisé en son honneur par le parti de l'Union patriotique. C'est, ce banquet, l'un des nombreux actes que les amis de Primo ont organisés pour consolider leurs rangs, assez peu cohérents, paraît-il. Primo a pu, de la sorte, prodiguer son éloquence. Il a prononcé de nouveaux discours et répété ses homélies coutumières. Il a attaqué naturellement les Catalans et a voulu laisser entendre que le séparatisme était mort. On sait ce qu'il faut toujours penser des déclarations de Primo : plus il affirme une chose, plus la vérité est du côté absolu contraire.

**EMPRUNT ESPAGNOL.** — Le Directoire a décidé une nouvelle émission de la dette publique de 225 millions de pesetas, laquelle portera à 5.450 millions de pesetas le montant des obligations du Trésor. Cette nouvelle émission aura lieu le 16 novembre.

**CONTRE LA PRESSION DU DIRECTOIRE.** — On sait que le Directoire exerce sur le gouvernement français une certaine pression pour qu'il inquiète les réfugiés politiques fixés en France et pour qu'il accorde certaines extraditions. Une réunion a eu lieu le 25 octobre à la Salle des Sociétés Savantes, pour protester des manœuvres du gouvernement espagnol. Deux jours plus tard, dans la même salle, la Ligue des Droits de l'Homme a célébré un meeting ayant le même objet.

**INTERCHANGE INTELLECTUEL FRANCO-CATALAN.** — On nous fait savoir que plusieurs médecins catalans assisteront aux « Journées médicales » de Montpellier, du 3 au 6 courant. La science catalane y sera représentée par les docteurs Coll, Pascual, Ernest Soler, J.-M. Roca, Sforcada, Coca, Girona, Borràs, etc.

**L'ASSEMBLÉE DITE « NATIONALE ».** — D'après une dépêche de Barcelone datée du 27 octobre, Primo de Rivera s'est décidé à convoquer l'Assemblée Nationale de son invention. Cette convocation serait faite dans la première quinzaine de novembre. Le Président du Directoire n'a osé lancer cette nouvelle que lorsqu'il a pu éloigner le roi des intrigues des hommes politiques de Madrid.

## LETTRE DE BARCELONE

Alphonse XIII à Barcelone. — Nécessité, pour Primo, d'éloigner le roi de Madrid. — Attentat contre le Dictateur. — La ville, prise militairement. — Une phrase de la reine. — Des potins qui n'en sont pas.

Barcelone, octobre.

Encore une fois, le Dictateur a amené le roi espagnol à Barcelone. D'après des renseignements de source sûre, le chef de la Sûreté de Barcelone aurait déconseillé à plusieurs reprises ce nouveau voyage, qu'il estimait très inopportun, puisque l'hostilité des Catalans contre le régime actuel est plus qu'évidente. Il aurait rappelé au dictateur que cette hostilité s'était manifestée en 1925 par la trouvaille d'un appareil suspect à Garraf. Le chef de la Sûreté aurait également rappelé à Primo qu'il ne pouvait pas assurer qu'une nouvelle initiative individuelle ne se produise, comme l'attentat dont avait été l'objet Primo lui-même lors de son dernier séjour à Barcelone. Mais le marquis d'Estella a persisté à venir en accompagnant la famille royale, car il avait absolument besoin d'éloigner le souverain des intrigues des chefs des partis politiques madrilènes, lesquels chefs s'étaient entendus pour empêcher Alphonse XIII de signer le décret convoquant une Assemblée Nationale, qui serait contraire aux principes de la Constitution de l'Etat.

Vu qu'on ne tenait pas compte de ses avertissements, le chef de la Sûreté de Barcelone fit connaître au Président du Directoire qu'il déclina toutes sortes de responsabilités sur les événements qui pourraient se produire pendant le voyage des souverains espagnols. Les prévisions du chef de la police étaient bien fondées. Une demi-heure avant l'arrivée du train royal on arrêta cinq personnes, dont les noms sont maintenus secrets, et auxquelles on prête l'intention d'avoir voulu fusiller à bout portant le général Primo de Rivera et peut-être aussi le roi Alphonse à leur arrivée à Barcelone. Ces personnes ont été emprisonnées dans la forteresse de Montjuich, où elles sont maintenues au secret.

D'autre part, le général Primo de Rivera a falli être la victime d'un autre attentat. Les éléments de l'Union Patriotique ont donné le 17 courant un Lanquet au Dictateur. A l'heure des toasts, l'entrée du public fut permise. Pendant que le Président prononçait son discours, un individu qui avait réussi à se placer à côté de lui, sortit de sa poche un énorme couteau qu'il allait enfoncer dans la poitrine de l'orateur. Mais une personne de l'entourage du général put saisir la main du meurtrier. Le Dictateur, pâle et ahuri, s'affaissa sur son siège, presque évanoui. Il se produisit alors dans la salle une confusion énorme, presque une panique. Un adhérent de l'Union Patriotique, qui avait été pris pour l'agresseur, fut lynché par ses coreligionnaires. Il souffrit de fortes contusions et eut une attaque d'hémoptysie. La gendarmerie put saisir tout de même le véritable agresseur.

Les précautions prises par les autorités pour éviter un possible attentat contre le roi sont extraordinaires. Le jour de son arrivée, la voie ferrée était, bien avant l'entrée dans la province de Barcelone, gardée par un cordon de la garde civile ; tous les cinq mètres du parcours de la ligne il y avait deux gardes armés ; les entrées et sorties des tunnels étaient prises militairement. A l'arrivée des souverains à Barcelone les troupes de la garnison formaient également un cordon qui allait de la gare au Palais de Pedrabes. Le public était maintenu à cinquante mètres de distance de ce cordon.

Le programme des actes auxquels doit assister le roi est maintenu secret. Les institutions qu'Alphonse visite ne sont averties de sa présence qu'une demi-heure avant son arrivée. Les rues par lesquelles Alphonse et le dictateur doivent passer offrent un spectacle pittoresque et écurant, car il s'y forme un cordon de policiers armés et la circulation est paralysée. Le cortège royal est toujours ouvert par un groupe de motocyclettes montées par des policiers ; suivent après

des autos occupées par des agents de la police. Vient ensuite les autos des personnages officiels, avec les enseignes indiquant leur qualité. Le roi occupe toujours une voiture apparemment modeste, sans aucune enseigne ni distinctif. D'autres autos et motocyclettes avec des agents de police, ferment le cortège. La circulation ayant été suspendue, il va sans dire que le cortège royal traverse les rues à une allure fantastique.

Le public se maintient dans une indifférence glaciale. En dehors des établissements officiels qui, naturellement, ont pavoisé, rien n'indique dans la ville la présence du chef de l'Etat. Les gens regardent les manifestations de force et les précautions prises avec un dédain significatif. Jamais roi n'a été aussi étranger au peuple, pour lequel il n'est même pas un objet de curiosité.

Après l'attentat contre le dictateur, les précautions prises ont redoublé. Le soir de ce jour-là, la gendarmerie qui surveillait les quartiers ouvriers arrêta même les tramways pour fouiller les pacifiques voyageurs.

Les autorités sont dans une telle nervosité, que l'auto qui conduisait le chef de la Sûreté heurta l'autre jour une voiture de maître. Il en résulta un chauffeur mort et quatre blessés, parmi lesquels le chef de la police lui-même.

On a remarqué la brièveté du séjour de la reine d'Espagne à Barcelone. Deux jours après son arrivée, la reine est partie pour l'Angleterre. Des fêtes que l'on avait organisées en son honneur ont dû être annulées, la reine ayant prétexté que sa famille l'attendait incessamment. Dona Victoria ne devait pas être tellement pressée, puisqu'elle a préféré rester deux jours à Paris au lieu de séjourner à Barcelone. On prête à la souveraine un aveu qui donnerait la raison de ce rapide départ : « Je n'aime pas séjourner là où l'on ne m'aime pas. »

Pour finir cette chronique, nous ferons part à nos lecteurs de certaines nouvelles reçues confidentiellement de Madrid. Il paraît que l'affaire des artilleurs est aussi grave que par le passé. On prête au gouvernement le projet de fermer pendant deux ans toutes les académies militaires pour aboutir à la création d'une seule Académie pour toutes les armes. Comme ce projet touche directement l'armée et que celle-ci est toujours inquiète, Martinez Anido aurait fait un voyage secret pour se rendre compte personnellement de l'état d'esprit des garnisons.

Et voici deux autres nouvelles qui semblent des potins et qui n'en sont pas. Elles nous montrent l'état de pourriture dans lequel se trouve la politique du Directoire. M. de Vallellano, maire de Madrid, doit se trouver actuellement à Paris puisqu'il a été envoyé en mission officielle, comme représentant de l'Espagne à un Congrès International. M. de Vallellano négocierait, paraît-il, un emprunt de la ville avec la Banque Lopez-Quesada. Martinez Anido s'étant avisé que le maire de Madrid l'éloignait de ses combinaisons financières, le ministre général, ministre de l'Intérieur, l'a éloigné de l'Espagne pour quelque temps afin de le démissionner à son retour sans que personne ne s'aperçoive de sa manœuvre. M. Burgeta, inspecteur de « Positos », désire, paraît-il, s'enrichir trop vite. On voulait le révoquer, mais comme il était un enthousiaste du Directoire, on l'a maintenu dans son poste. Il aurait détourné certains fonds des « Positos » pour payer certains terrains d'Almería. M. Burgeta, après ce scandale, a été enfermé à la prison de Madrid, mais il n'y séjournera pas longtemps puisque Primo et Anido veillent sur lui. On voit comment s'accomplit le programme du Dictateur sur l'assainissement des mœurs politiques !

R.

## UN TÉMOIGNAGE ÉTRANGER

### Le droit de la Catalogne à ses libertés

M. Roig de Lenchsenring, directeur de l'importante revue Social, de la Havane, a écrit dans le numéro de septembre de cette publication un article sur la Catalogne. Cet article est illustré par le portrait de M. Francesc Macià, « apôtre et leader », écrit M. Roig de Lenchsenring, des libertés catalanes ». Nous sommes heureux d'en donner ici la traduction :

Lorsque je fis, en 1921, mon premier voyage en Europe, l'une de mes plus intenses émotions fut ma visite au glorieux pays de mes ancêtres : la Catalogne.

Dans mon désir véhément de connaître la patrie de mon grand-père, je ne cherchais pas qu'une satisfaction purement sentimentale, car la Catalogne avait, pour moi, d'autres charmes ; je ne l'aimais pas seulement, je l'admirais, pour son histoire et pour ses hommes : la Catalogne était aussi pour moi la patrie de Prat de la Riba et Francesc Macià, de Maragall et Guimerà.

Plus encore : si j'aimais la Catalogne parce que j'étais le petit-fils d'un Catalan, je l'admirais en tant qu'intellectuel et homme libre, rebelle à tout ce qui est injuste et tyrannique ; et en tant que Cubain

j'éprouvais pour elle une profonde gratitude à cause du glorieux impôt du sang que beaucoup de ses enfants ont versé pour la liberté de ma patrie ; j'éprouvais également une identification profonde et fraternelle avec ses problèmes, ses lutttes, ses douleurs et ses idéaux, parce que ces problèmes, ces idéaux et ces malheurs sont les mêmes que les nôtres durant notre longue et héroïque épopée révolutionnaire. L'histoire actuelle de la Catalogne est pareille à notre histoire d'hier, à l'histoire de notre époque coloniale. Pour que l'union entre Catalans et Cubains soit plus forte, il faut rappeler que les uns et les autres nous avons toujours aimé passionnément la liberté. Et enfin que nous soyons toujours unis, Cubains et Catalans, nous avons scellé un pacte fraternel et indissoluble lorsqu'ils ont apposé à leur drapeau révolutionnaire et libérateur, à côté des barres sang et or de leur bannière historique, le triangle bleu à l'étoile unique de notre emblème national.

De mon séjour en Catalogne et des études et recherches, effectuées avant et après ce voyage, sur son histoire, ses problèmes et ses aspirations, je suis

arrivé à la conclusion évidente que peu de peuples ont plus de droits que le peuple catalan à l'indépendance, pour des raisons géographiques et historiques, pour sa langue, pour la volonté constamment affirmée de ses enfants, pour la préparation admirable au gouvernement qu'il a réalisée avec la Mancomunitat.

Celui qui, comme moi, après avoir parcouru l'Espagne, visite la Catalogne, se confirme dans la conviction que l'unité de l'Etat espagnol est un mythe et que la Catalogne constitue une réalité complètement différente de l'Espagne, avec des véritables caractères nationaux. La Catalogne constitue une culture, une civilisation, une langue, une histoire et un peuple absolument distincts, très personnels, conservés au travers des siècles, qui n'ont perdu aucun de leurs traits ni aucune de leurs qualités, mais les ont, au contraire, accentués au cours du temps, par la volonté de la race ; cette volonté n'a pas pu être étouffée par le centralisme ni par les gouvernements espagnols, avec leurs corruptions et leurs violences ; elle a été renforcée encore et le catalanisme a trouvé dans les persécutions des sources d'énergie.

Je ne sais aucun autre peuple qui soit plus fier d'être ce qu'il est. En Catalogne, ce n'est pas une minorité qui maintient vif l'esprit de rébellion, de réforme ou l'indépendance, c'est le peuple entier ; la masse ne reste pas indifférente aux campagnes des porte-drapeaux des aspirations du pays. Chez tous et chacun des Catalans vibre puissamment l'orgueil et l'amour du pays, dont ils désirent ardemment la libération. Chaque Catalan est un propagandiste, un clairon d'encouragement dans le combat, un programme d'idéaux, une épée et un étendard pour l'indépendance de la Catalogne.

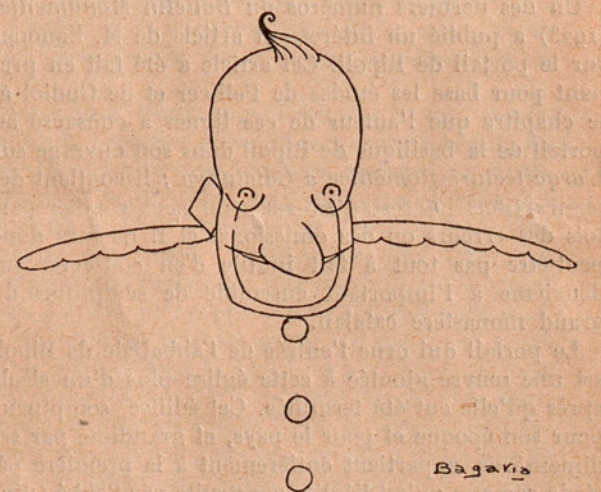
Il fallait qu'il en soit ainsi car les Catalans ont appris dans l'histoire qu'ils ont écrite de leur propre sang, à respecter les lois et à défendre les prérogatives du peuple. Tant que la Catalogne fut un royaume, les rois catalans n'étaient rois que par le consentement populaire ; et encore il y avait au-dessus des rois le Parlement, car le véritable souverain était le peuple qui remettait entre les mains du roi sa propre souveraineté. Les rois catalans étaient les premiers à garder et à respecter tous les privilèges et prérogatives populaires. Ils étaient tous identifiés avec ce noble et grave esprit de démocratie et de loyauté qui ne se démentit jamais tant que des rois de souche catalane présidèrent aux destinées de la confédération catalano-aragonaise. Ainsi vécut la Catalogne pendant l'époque la plus glorieuse de son histoire, heureuse, libre et grande, pleine de prospérité, exemple avancé de démocratie et de gouvernement représentatif du peuple, très jalouse de sa liberté et de ses lois, jusqu'à ce qu'avec l'acte de Casp la Confédération catalano-aragonaise passa au mains d'une dynastie castillane. C'est alors que commença la décadence de la Catalogne ; c'est alors que sa liberté commença à fléchir ; c'est alors que commencèrent ces lutttes armées ou pacifiques, qui ont duré jusqu'à nos jours. L'esprit de certains Catalans, choyés par leurs ennemis, a pu fléchir quelquefois, mais le peuple s'est toujours maintenu fidèle à son idéal. Le peuple n'a jamais laissé éteindre le feu sacré de la liberté.

Poussé de nouveau par une seule volonté et par un seul désir, tous les Catalans, le peuple et les dirigeants, les ouvriers et les intellectuels, chacun dans leur milieu, se sont mis à l'œuvre pour obtenir le relèvement et la libération du pays.

C'est ainsi qu'ils avaient réalisé un énorme pas pour le rétablissement, dans l'ordre administratif, de leur ancienne autonomie. Le 6 avril 1914, on avait pu proclamer la « Mancomunitat » catalane sous la présidence du grand patriote Prat de la Riba. Le siège de la « Mancomunitat » était l'ancien palais de la « Generalitat », l'un des plus beaux monuments historiques catalans, œuvre architectonique du XV<sup>e</sup> siècle et des débuts de la Renaissance.

Je me trouvais à Barcelone en 1921 au moment où l'assemblée de la « Mancomunitat » se réunissait.

J'ai assisté aux séances et je me suis entretenu plusieurs fois avec l'ancien président de la « Mancomunitat », M. Puig i Cadafalch, ainsi qu'avec d'autres membres du conseil permanent. J'ai été vivement impressionné de l'admirable agencement de cet organisme administratif, j'ai parcouru ses bureaux en me rendant compte du travail qu'on y réalisait, j'ai visité ses bibliothèques, ses musées, ses écoles, plusieurs de ses nombreuses institutions scientifiques,



LE DICTATEUR ESPAGNOL  
ou par le grand caricaturiste catalan Bagaria.